

---

# FICHES THÉMATIQUES

---

**L'économie des services**

## 1.9 Les entreprises

En 2005, les services marchands regroupent près de 830 000 **entreprises** actives. Le nombre d'entreprises de services aux entreprises n'a pas cessé d'augmenter au cours des dernières années – il croît de 4,5 % par an entre 1999 et 2005 – et dépasse en 2005 celui des entreprises de services aux particuliers d'environ 30 %. Le courrier et les télécommunications, les activités informatiques, le conseil pour les affaires et la gestion et l'administration d'entreprises tirent la croissance du nombre d'entreprises de services aux entreprises. Les auxiliaires d'assurance et les activités photographiques la ralentissent en perdant des entreprises. Le nombre d'entreprises de services aux particuliers croît modérément sur la période 1999-2005. Il augmente principalement dans le secteur des moyens d'hébergement autres que les hôtels, mais le nombre de cafés, celui des hôtels de tourisme et celui des blanchisseries-teintureries diminue. En tendance, le nombre d'entreprises augmente assez modérément dans les activités immobilières. Celles-ci ne représentent qu'un peu plus d'un dixième du nombre d'entreprises des services marchands.

Ces évolutions traduisent, entre autres, des changements technologiques et la demande consécutive adressée aux secteurs concernés

par ces changements (par exemple dans les activités informatiques ou photographiques). Elles sont aussi fonction de la taille des entreprises et de leur forme juridique. À cet égard, la part des sociétés progresse régulièrement au fil des années au détriment des entreprises individuelles. En effet, le tissu des entreprises se renouvelle plutôt par la disparition des **entreprises individuelles** et par la création d'entreprises sous forme de **sociétés**.

Dans les services marchands, six entreprises sur dix ont opté pour une forme sociétaire mais cette proportion varie selon les secteurs : elle est majoritaire pour les activités immobilières (83 %) et les services aux entreprises (66 %), mais nettement plus faible pour les services aux particuliers (47 %).

Dans les services aux entreprises, la forme sociétaire est très présente dans le travail temporaire, la location sans opérateur, ou l'administration d'entreprises. À l'opposé, la forme individuelle se rencontre très souvent dans les professions libérales du droit ou de l'architecture. Dans les services aux particuliers, les trois quarts des cafés, des salons de coiffure et de beauté sont des entreprises individuelles. Seuls les services funéraires sont majoritairement organisés en société. ■

### Définitions

L'**entreprise** est définie, selon le règlement européen sur les répertoires d'entreprises, comme « la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision ». En pratique, l'entreprise est le plus souvent assimilée à l'unité légale et ne s'en distingue que dans le cas des structures de groupes.

Les **entreprises individuelles** ont une personnalité juridique qui se confond avec la personne physique qui l'exploite.

Les **sociétés** exercent leur activité sous de nombreuses formes juridiques (plus de 200). Les plus fréquentes sont :

- la SARL, société groupant des associés dont la responsabilité est limitée à leur apport personnel ;
- la société anonyme (SA) où l'exercice de l'activité est séparé de la responsabilité des actionnaires ;
- la société civile, présente notamment dans les professions libérales et l'immobilier.

Les données de dénombrement sont fondées sur l'**enquête annuelle d'entreprises** (dans les services) et non sur le **répertoire Sirene** (Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements) comme c'était déjà le cas dans l'édition précédente, afin de présenter des données homogènes dans l'ensemble de cet ouvrage. L'EAE sur les services ne couvre pas actuellement certaines activités et certaines formes juridiques d'entreprises, ce qui peut expliquer des écarts avec les dénombrements tirés de Sirene.

### Pour en savoir plus

- « Les entreprises des services en 2005 », *Insee Résultats*, série Économie, à paraître sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- « Créations d'entreprises et emploi : la dynamique sur 3 ans », *Insee Première* n° 1148, 2007.
- « Le tissu productif : renouvellement à la base et stabilité au sommet », *Économie et statistique* n° 317, 2004.

## Nombre, taille et forme juridique des entreprises de services en 2005 et 1999

	2005			1999		Évolution 1999-2005 du nombre d'entreprises (en % par an)
	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Entreprises individuelles (en %)	Nombre d'entreprises		
<b>Courrier et télécommunications*</b>	<b>3 579</b>	<b>43,7</b>	<b>27,6</b>	<b>2 069</b>		<b>9,6</b>
<b>Conseils et assistance</b>	<b>292 089</b>	<b>5,0</b>	<b>35,8</b>	<b>213 653</b>		<b>5,3</b>
Activités informatiques	44 237	8,3	27,0	28 476		7,6
Activités juridiques	40 470	3,9	73,8	30 525		4,8
Activités comptables	19 437	7,2	36,3	17 082		2,2
Conseil pour les affaires et la gestion	53 761	2,6	33,1	35 508		7,2
Administration d'entreprises	41 191	4,0	0,1	25 374		8,4
Études de marché et sondages	2 837	6,9	26,9	2 686		0,9
Publicité	18 724	6,3	22,4	17 227		1,4
Architectes et géomètres	30 864	2,6	66,9	27 171		2,1
Ingénierie, études techniques	33 646	6,2	33,4	25 196		4,9
Contrôle et analyse technique	6 922	7,9	17,4	4 408		7,8
<b>Services opérationnels</b>	<b>93 156</b>	<b>15,1</b>	<b>36,3</b>	<b>76 556</b>		<b>3,3</b>
Location sans opérateur	18 539	5,1	10,6	16 114		2,4
dont location de voitures	1 859	8,3	4,2	1 216		7,3
Sélection et fourniture de personnel	3 727	161,3	8,7	2 681		5,6
dont travail temporaire	1 315	435,4	0,5	816		8,3
Enquêtes et sécurité	7 431	18,7	39,0	4 009		10,8
Activités de nettoyage	15 138	17,0	45,1	12 093		3,8
Activités photographiques	7 188	3,1	61,7	8 096		-2,0
Autres services aux entreprises	39 521	5,8	43,4	32 100		3,5
dont centres d'appel	503	58,0	16,5			
Assainissement	1 612	41,7	15,3	1 463		1,6
<b>Auxiliaires d'assurance**</b>	<b>23 202</b>	<b>3,5</b>	<b>65,8</b>	<b>24 427</b>		<b>-0,9</b>
<b>Total Services aux entreprises</b>	<b>412 026</b>	<b>7,5</b>	<b>37,6</b>	<b>316 705</b>		<b>4,5</b>
Promotion immobilière	30 024	1,9	7,5	23 257		4,3
Administration immobilière	6 892	6,5	7,0	5 487		3,9
Agences immobilières	39 738	2,8	30,5	33 365		3,0
Location immobilière	17 616	6,0	5,5	15 131		2,6
<b>Total activités immobilières</b>	<b>94 270</b>	<b>3,4</b>	<b>16,8</b>	<b>77 240</b>		<b>3,4</b>
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>203 166</b>	<b>4,5</b>	<b>48,1</b>	<b>205 795</b>		<b>-0,2</b>
Hôtels de tourisme	27 621	6,9	29,5	32 291		-2,6
Autres moyens d'hébergement de courte durée	12 922	3,9	45,7	8 473		7,3
Restaurants	116 544	4,2	44,5	105 981		1,6
Cafés	41 957	1,9	72,3	55 544		-4,6
Cantines d'entreprise et restauration sous contrat	654	127,1	4,7	948		-6,0
Traiteurs, organisation de réception	3 468	4,3	40,6	2 558		5,2
<b>Agences de voyages</b>	<b>4 413</b>	<b>9,1</b>	<b>10,1</b>	<b>4 064</b>		<b>1,4</b>
<b>Activités récréatives, culturelles et sportives***</b>						
Audiovisuel	10 159	7,5	9,9	9 211		4,7
Agences de presse	1 660	5,0	35,0	1 082		7,4
<b>Services personnels</b>	<b>101 642</b>	<b>2,7</b>	<b>70,9</b>	<b>91 575</b>		<b>1,8</b>
Blanchisserie-teinturerie	9 508	2,9	49,9	10 581		-1,8
Coiffure	59 442	2,7	73,8	56 687		0,8
Soins de beauté et entretien corporel	17 628	2,2	70,2	11 291		7,7
Services funéraires	2 480	8,8	28,1	2 376		0,7
Autres services personnels	12 584	1,7	82,6	10 640		2,8
<b>Total services aux particuliers</b>	<b>321 330</b>	<b>4,1</b>	<b>53,4</b>	<b>310 645</b>		<b>0,6</b>
<b>Total services (champ EAE)</b>	<b>827 626</b>	<b>5,7</b>	<b>41,3</b>	<b>704 590</b>		<b>2,7</b>

\* Hormis La Poste.

\*\* Les activités financières ne sont pas dans le champ de l'EAE services hormis les auxiliaires d'assurance.

\*\*\* Parmi les activités récréatives, culturelles et sportives seuls l'audiovisuel et les agences de presse font partie du champ de l'EAE Services.

Toutes les « grandes » entreprises, c'est-à-dire celles qui dépassent un seuil de taille ou de chiffre d'affaires propre à chaque secteur (le seuil est souvent de 30 salariés), sont enquêtées tous les ans. Les autres, plus petites, sont enquêtées par sondage. De plus, pour alléger la charge de réponse des petites entreprises, elles ne sont enquêtées qu'une année sur deux : les « petites » entreprises de services aux entreprises sont enquêtées les années impaires ; les entreprises de services aux particuliers ou des activités immobilières le sont les années paires. L'estimation de l'évolution du nombre d'entreprises peut être sensible à l'alternance. Les évolutions calculées ici dans les secteurs de services aux particuliers et dans les activités immobilières en utilisant les EAE de 1999 et 2005 peuvent ainsi être influencées par ce biais. Leurs ordres de grandeur respectent toutefois la réalité.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans les services (2005 et 1999).

## 1.10 Taille des entreprises et concentration

Dans les secteurs de services, une majorité d'entreprises compte un faible nombre de salariés : plus des deux tiers des entreprises de services emploient deux salariés ou moins, tandis que 0,2 % des entreprises sont considérées comme grandes (250 salariés et plus). Néanmoins, la **concentration** des services est forte, les grandes entreprises réalisant une part importante de l'activité économique de ces secteurs : les dix plus grandes en termes d'emploi regroupent 12 % des effectifs occupés (14 % en termes de valeur ajoutée).

Dans les services aux entreprises, les entreprises de plus de 20 salariés sont relativement plus nombreuses. Certains secteurs, comme la sélection et la fourniture de personnel (voir la part des quatre plus grandes) ou à un degré moindre l'assainissement, la voirie et la gestion des déchets, comptent une part importante de grandes entreprises et relativement peu de petites unités. Ces grandes entreprises appartiennent dans la plupart des cas à un groupe, en particulier dans le travail temporaire (comme par exemple *Manpower France*, *Adecco travail temporaire*,...) ou le traitement des ordures ménagères (*Onyx*, *Sita*,...). La présence de ces grandes entités explique que les services aux entreprises soient plus concentrés que les services aux particuliers ou les activités immobilières. Les secteurs les plus concentrés sont d'ailleurs ceux où se situent ces grandes entreprises : les télécommunications

avec notamment *France Télécom*, la sélection et la mise à disposition de personnel ainsi que l'assainissement. D'autres secteurs sont beaucoup moins concentrés : dans les activités d'architecture ou les services professionnels, les dix plus grandes entreprises en termes d'effectifs occupés représentent moins de 10 % des effectifs occupés du secteur (même part en termes de valeur ajoutée). Certains secteurs sont assez concentrés alors qu'ils sont majoritairement composés de petites unités : c'est le cas des activités informatiques ou de la location sans opérateur, où 60 % des entreprises n'ont pas de salarié, mais où 10 entreprises réalisent un quart de la valeur ajoutée.

Dans les activités immobilières, la moitié des entreprises ne comptent aucun salarié. C'est un ensemble faiblement concentré, dans lequel les plus grandes unités ne rassemblent qu'une faible part de l'activité.

Dans les services aux particuliers, les entreprises sont de petite taille, sauf dans le secteur des agences de voyages où la part des entreprises de 0 à 2 salariés est relativement faible, la moitié des unités ayant entre 3 et 9 salariés. Les services aux particuliers sont les moins concentrés. Ainsi, les services personnels sont plutôt constitués de petites unités, et la concentration y est très faible. Néanmoins, l'activité est très concentrée dans l'audiovisuel, où les dix premières entreprises réalisent 41 % de la valeur ajoutée du secteur. ■

### Définitions

La **concentration** des emplois des entreprises est une mesure de la disparité des tailles de ces entreprises. Cette mesure est construite ici indépendamment de l'appartenance à un groupe, les entreprises considérées étant les unités légales de Sirene.

L'indice de Gini est un indice d'équi-répartition ; il met en relation la part cumulée du nombre d'entreprises d'un secteur avec celle des emplois. L'indicateur vaut 0 pour des distributions égalitaires, où toutes les entreprises ont le même nombre d'emplois, et tend vers 100 pour des distributions où les emplois sont répartis de manière très inégalitaire, l'indice est alors à son maximum. Cet indicateur synthétique permet de comparer la concentration entre deux secteurs, calculé ici à partir de l'ensemble de la distribution des effectifs occupés.

Les parts des quatre (ou dix) plus grandes entreprises d'un secteur sont des indicateurs partiels de la concentration, limités au haut de la distribution, qui sont fréquemment utilisés. En pratique, ces différents indicateurs de concentration sont très corrélés.

### Pour en savoir plus

- « Les entreprises de services : concentration accrue sous l'influence des groupes », *Insee Première* n° 1038, 2005.
- « Le tissu productif : renouvellement à la base et stabilité au sommet », *Économie et Statistique*, Insee, n° 371, 2004.

# Taille des entreprises et concentration 1.10

## Ventilation du nombre d'entreprises selon leur taille

	Ventilation du nombre d'entreprises par tranche d'effectifs salariés (%)						
	0	1 à 2	3 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 249	250 et +
<b>Ensemble des services</b>	<b>39,5</b>	<b>29,1</b>	<b>24,0</b>	<b>4,3</b>	<b>2,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>
<b>Services aux entreprises</b>	<b>45,9</b>	<b>25,3</b>	<b>20,6</b>	<b>4,2</b>	<b>2,5</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>
Télécommunications	37,4	41,8	12,9	3,1	2,4	1,3	1,1
Sélection et mise à disposition de personnel	16,3	15,7	19,2	11,5	14,8	19,2	3,3
Assainissement, voirie et gestion des déchets	21,2	18,9	26,9	10,6	10,6	8,0	3,8
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	48,0	21,7	18,7	4,9	4,1	2,0	0,6
Administration d'entreprises	50,6	25,3	19,3	2,7	1,4	0,5	0,2
Activités informatiques	46,4	24,7	19,0	4,8	3,1	1,6	0,4
Location sans opérateur	63,9	18,8	12,1	2,7	1,5	0,8	0,2
Publicité et études de marché	39,7	27,2	24,7	4,2	2,6	1,3	0,3
Architecture, ingénierie, contrôle	44,4	27,4	21,5	3,8	2,0	0,7	0,2
Activités de courrier*	37,8	32,4	18,3	5,6	4,9	0,9	0,1
Services professionnels	47,3	24,8	21,0	4,5	1,9	0,4	0,1
Auxiliaires d'assurance	33,8	37,6	25,2	2,4	0,7	0,2	0,1
<b>Activités immobilières</b>	<b>48,7</b>	<b>26,2</b>	<b>20,0</b>	<b>3,1</b>	<b>1,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>
Location immobilière	44,0	40,2	10,6	1,6	1,3	1,9	0,4
Promotion, gestion immobilière	49,9	22,9	22,2	3,5	1,3	0,2	///
<b>Services aux particuliers</b>	<b>28,3</b>	<b>35,0</b>	<b>29,7</b>	<b>4,8</b>	<b>1,8</b>	<b>0,4</b>	<b>///</b>
Activités audiovisuelles	40,3	24,7	22,3	6,5	4,5	1,5	0,2
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	62,5	12,2	18,3	4,2	1,9	0,7	0,2
Agences de voyages	14,2	23,0	48,2	9,1	3,6	1,5	0,4
Hôtels et restaurants	23,9	35,0	32,8	5,8	2,1	0,4	///
Services personnels	35,9	36,4	24,1	2,7	0,8	0,1	///

\* Hors La Poste.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise sur les services (2005).

## Indicateurs de concentration

	Indice de Gini	Part des 4 plus grandes entreprises en termes...			Part des 10 plus grandes entreprises en termes...		
		...d'effectifs occupés (%)	...de chiffre d'affaires (%)	...de valeur ajoutée (%)	...d'effectifs occupés (%)	...de chiffre d'affaires (%)	...de valeur ajoutée (%)
		Ensemble des services	<b>74,5</b>	<b>8,7</b>	<b>7,7</b>	<b>9,5</b>	<b>11,5</b>
<b>Services aux entreprises</b>	<b>81,5</b>	<b>13,1</b>	<b>11,0</b>	<b>13,5</b>	<b>17,3</b>	<b>16,5</b>	<b>19,5</b>
Télécommunications	97,7	81,5	75,3	85,2	89,4	87,5	94,2
Sélection et mise à disposition de personnel	93,4	58,5	54,5	56,3	71,5	67,0	68,9
Assainissement, voirie et gestion des déchets	86,1	12,5	7,9	9,9	23,6	16,9	19,8
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	83,4	8,5	4,3	5,8	12,9	9,6	11,1
Administration d'entreprises	83,1	8,2	18,7	11,4	13,0	25,9	21,6
Activités informatiques	82,0	7,7	12,0	10,9	13,3	17,8	18,0
Location sans opérateur	77,7	12,7	11,3	14,8	21,4	22,8	27,4
Publicité et études de marché	75,3	14,2	15,6	13,4	18,5	22,7	18,4
Architecture, ingénierie, contrôle	69,7	4,3	7,9	5,1	7,3	12,4	8,2
Activités de courrier*	68,7	18,2	33,1	27,5	24,4	41,9	36,9
Services professionnels	63,0	3,1	4,8	3,4	4,5	7,6	5,5
Auxiliaires d'assurance	53,9	5,8	8,9	8,0	9,5	13,7	13,3
<b>Activités immobilières</b>	<b>64,5</b>	<b>2,2</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	<b>7,1</b>	<b>7,4</b>
Location immobilière	82,5	5,9	6,7	6,6	10,5	12,8	12,2
Promotion, gestion immobilière	54,9	1,9	5,4	5,0	3,3	8,1	7,7
<b>Services aux particuliers</b>	<b>58,7</b>	<b>2,9</b>	<b>6,0</b>	<b>7,4</b>	<b>5,8</b>	<b>11,1</b>	<b>11,2</b>
Activités audiovisuelles	77,0	17,6	24,5	27,4	25,1	40,5	41,5
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	74,2	34,5	41,1	42,7	41,7	53,3	57,3
Agences de voyages	70,7	15,9	16,7	13,8	23,8	28,4	22,5
Hôtels et restaurants	60,4	4,1	5,6	6,1	7,8	9,8	10,0
Services personnels	45,2	2,6	6,2	5,8	3,3	7,2	6,7

\* Hors La Poste.

Note : les secteurs sont classés de façon décroissante selon la valeur de l'indice de Gini, à l'intérieur de chaque Nes16, dans les deux parties du tableau.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise sur les services (2005).

## 1.11 Les groupes

Fin 2005, parmi les 39 100 groupes de sociétés recensés en France, un sur quatre a une **activité principale** qui relève des services marchands (hors activités financières).

La plupart des 9 600 **groupes de services** sont petits : trois groupes sur quatre emploient moins de 50 salariés et 80 % des groupes ont moins de trois filiales. Néanmoins, de très grands groupes sont présents dans les activités de postes et de télécommunications, l'hôtellerie-restauration et les services opérationnels. *A contrario*, dans les activités immobilières et de conseils et assistance, les groupes de moins de 500 salariés prédominent.

Les 9 600 groupes de services contrôlent 34 000 sociétés dont 91 % sont des sociétés de services. Comme ces dernières sont les plus grandes de leur secteur, les groupes pèsent beaucoup en termes d'emploi : fin 2005, 42 % des salariés des services travaillent dans des groupes de services, soit 1,7 million de personnes. Cette part, qui était de 37 % en 1994, reste toutefois très inférieure à celle qui caractérise l'industrie (66 % en 2005). Dans les services, le secteur des postes et des télécommunications est largement dominé par les groupes. Les secteurs les moins pénétrés

par les groupes sont les services personnels et l'immobilier.

Outre ces 9 600 groupes de services, 15 100 groupes ont au moins une filiale dans les services mais une activité principale différente : industrielle, commerciale, etc. Un peu plus d'un quart des filiales des groupes commerciaux ou industriels sont des sociétés de services. Les groupes dont l'activité principale ne relève pas des services emploient 10 % des salariés des services.

L'ensemble des groupes - de services, commerciaux, industriels... - contrôlent 6 % des sociétés de services marchands, mais 52 % de l'emploi. Cette part est beaucoup plus élevée dans l'industrie (respectivement 11,8 % et 70 %), proche dans le commerce (respectivement 6,2 % et 55 %).

Les 1 600 **groupes étrangers** de services emploient 370 000 salariés dans les services. Ils sont très implantés dans l'intérim et les autres services opérationnels (43 % des salariés des groupes des services opérationnels) et dans les activités de conseils et assistance (27 %). Dans les services aux particuliers, les groupes étrangers emploient un cinquième des salariés des groupes de l'hôtellerie-restauration. ■

### Définitions

Les **groupes** sont des ensembles de sociétés contrôlées par un même centre de décision, appelé tête de groupe. Le contrôle est ici mesuré par la détention de plus de la moitié des voix en assemblée générale ordinaire de la société, dénommée alors **filiale** du groupe.

L'**activité principale d'un groupe** est calculée de manière hiérarchisée. Dans un premier temps, on détermine le secteur d'activité du groupe, en Nes6 (6 postes), comme le poste d'activité X concernant l'effectif cumulé des filiales correspondantes le plus important. Puis on détermine, de la même manière, parmi les sous-secteurs d'activité du poste X, en Nes16, l'activité Xj la plus importante. On poursuit de même jusqu'en NAF700 de sorte que l'activité principale d'un groupe selon les différents niveaux de nomenclature soient emboîtés.

Certaines activités dites fonctionnelles ne sont pas prises en compte car elles sont liées à la gestion du groupe et non au cœur de métier, elles sont exercées par le groupe uniquement pour lui-même. La majeure partie des activités fonctionnelles relève du secteur des services (le reste étant dans le commerce).

Un **groupe de services** est un groupe dont l'**activité principale** relève des services marchands. Dans le cas présent, l'activité est déterminée au niveau de la Nomenclature d'Activités française (700 postes, voir Annexe 2, p. 153 à 156).

Les **groupes étrangers** sont ceux dont la tête est détenue par des actionnaires étrangers. Par convention, le pays dont ils relèvent est celui où la tête est implantée.

### Pour en savoir plus

- « Images économiques des entreprises et des groupes au 1er janvier 2006 », *Insee Résultats*, série Économie, à paraître sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr).
- « Les groupes dans les services : des activités diversifiées proches du cœur de métier », *Insee Première* n° 1109, novembre 2006, et pages 23 à 28.
- « Les entreprises de services : concentration accrue sous l'influence des groupes », *Insee Première* n° 1038, septembre 2005.
- « Annuaire statistique de la France », édition 2007.

## Description des implantations françaises des groupes au 31/12/2005

Groupes ayant une activité principale dans	Nombre de groupes	dont groupes étrangers	Nombre moyen de filiales	Poids des groupes des services* (%)	
				dans les effectifs	dans la valeur ajoutée
Conseils et assistance	4 246	813	2,9	33	33
Activités immobilières	1 679	226	4,0	23	22
Hôtels et restaurants	1 525	138	3,8	29	32
Services opérationnels**	1 240	200	4,5	57	84
Agences de voyages, act. récréatives, culturelles et sportives	595	97	3,7	28	45
Services personnels et domestiques	176	10	4,7	10	12
Recherche et développement	96	33	2,1	27	26
Postes et télécommunications	90	50	4,0	94	83
<b>Ensemble des services</b>	<b>9 647</b>	<b>1 567</b>	<b>3,5</b>	<b>42</b>	<b>46</b>
<b>Industrie (hors énergie)</b>	<b>10 919</b>	<b>2 340</b>	<b>3,3</b>		
<b>Ensemble des activités économiques</b>	<b>39 097</b>	<b>7 601</b>	<b>3,4</b>		

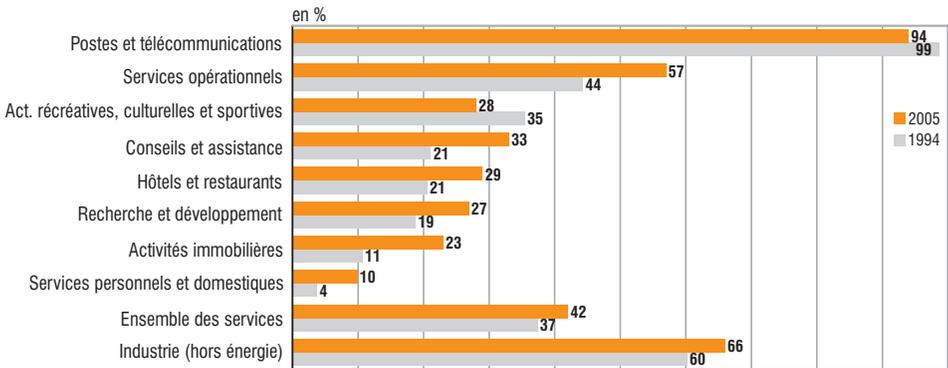
\* Lecture : 94 % des salariés qui travaillent dans les Postes et télécommunications dépendent d'un groupe de ce secteur.

\*\* Le nombre de salariés des entreprises d'intérim correspond à leurs effectifs permanents, et non aux personnes employées en tant qu'intérimaires

Champ : sociétés et groupes non financiers et non agricoles.

Source : Insee, enquête Lifi, Suse (2005) ; Diane (2005).

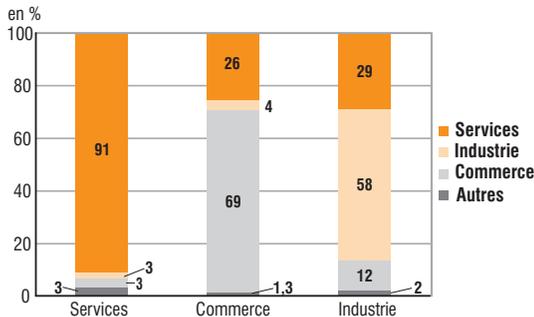
## Poids des groupes de services dans les effectifs des secteurs



Source : Insee, enquête Lifi, Suse (2005) ; Diane (2005).

## Présence des sociétés de services dans les groupes

par rapport à l'ensemble des sociétés des groupes



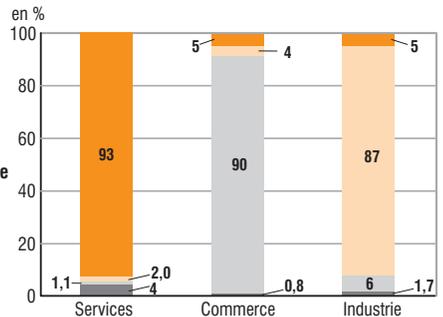
Lecture : en 2005, 91 % des sociétés des groupes de services ont une activité de service, 3 % ont une activité industrielle.

En abscisse figure l'activité principale des groupes ; en ordonnée, la répartition du nombre de leurs filiales selon leur activité.

Champ : sociétés et groupes non financiers et non agricoles.

Source : Insee, enquête Lifi, Suse (2005) ; Diane (2005).

## Ventilation des effectifs salariés des groupes



Lecture : en 2005, 93 % des salariés des groupes de services travaillent dans des sociétés qui ont une activité de service, 2 % travaillent dans des sociétés industrielles.

En abscisse figure l'activité dominante des groupes ; en ordonnée, la répartition du nombre des salariés de leurs filiales selon leur activité.

Champ : sociétés et groupes non financiers et non agricoles.

Source : Insee, enquête Lifi, Suse (2005) ; Diane (2005).

## 1.12 Les groupes étrangers en France

Les filiales en France de groupes étrangers occupent une place de plus en plus importante dans l'économie française : elles emploient au total 2 millions de personnes en 2005 ; cela représente 14,3 % des effectifs salariés, soit une augmentation de 0,5 point depuis 2003. La valeur ajoutée dégagée par ces entreprises augmente plus rapidement encore : elle atteint 154 milliards d'euros en 2005, soit 19,1 % de la valeur ajoutée créée en France par les sociétés non financières ; cette part était de 17,4 % en 2003.

Les filiales en France de groupes étrangers sont très présentes dans l'industrie, dont elles emploient près d'un quart des salariés. Elles sont moins présentes dans le commerce et surtout dans les services, où seulement 11 % des salariés travaillent pour une filiale de groupe étranger ; néanmoins cette proportion augmente : elle était de 9,8 % en 2003. La part de la valeur ajoutée dégagée par ces filiales est plus importante, et augmente plus rapidement que les effectifs : + 2,3 points en deux ans, pour atteindre 17 % de la valeur ajoutée dégagée sur le territoire français en 2005 par les sociétés non financières. En termes de valeur ajoutée, la part des filiales de groupes étrangers dans les services est ainsi proche de celle du commerce, mais beaucoup plus faible que dans l'industrie.

Au sein des activités de services, la présence des filiales de groupes étrangers est la plus importante dans les services opérationnels (sélection et mise à disposition de personnel, location, sécurité, nettoyage, assainissement, ...) : elles emploient 20 % des salariés et dégagent 37 % de la valeur ajoutée de ces secteurs. Ces filiales sont aussi très présentes dans la recherche et développement, où elles sont à l'origine d'un quart de la valeur ajoutée du secteur. Les groupes étrangers sont peu présents dans les activités de poste et des télécommunications en raison de monopoles historiques ; ils sont également peu présents dans l'hôtellerie restauration ou les services personnels et domestiques.

L'implantation de la tête de groupe « ultime », optique ici privilégiée, permet d'attribuer au groupe un pays d'origine du capital. Ainsi, une entreprise française contrôlée par une entreprise européenne elle-même filiale d'une firme américaine sera identifiée comme filiale d'un groupe américain. Les salariés des filiales de groupes étrangers implantés en France travaillent quasiment tous pour des groupes originaires des pays de l'OCDE : 28 % travaillent pour des groupes américains, les autres travaillant principalement pour des groupes européens (Royaume-Uni, Danemark, ...). ■

### Définitions

Disposer d'indicateurs de mesure des implantations étrangères vise à rendre compte de l'ensemble des modalités d'internationalisation de l'économie. En effet, une part de plus en plus importante des échanges s'effectue à partir d'implantations à l'étranger, par prises de contrôle ou implantations de filiales.

L'enquête Liaisons financières (Lifi) complétée par la source Diane permet d'identifier les groupes de sociétés (voir Définitions de la fiche 1.11) opérant en France et de déterminer leur contour. Les groupes étrangers sont ceux dont la tête est détenue, pour plus de la moitié de son capital, par des actionnaires étrangers. Le pays dont ils relèvent est selon la convention adoptée ici le pays d'implantation de la tête de groupe (à quelques corrections manuelles près).

Les filiales sont ici des entreprises contrôlées majoritairement (plus de 50 % du capital) par une tête de groupe, directement ou indirectement. Les filiales sont classées selon leur propre activité principale. Pour la ventilation géographique, la nationalité de la filiale est celle du pays d'implantation de la tête du groupe qui la contrôle de façon ultime.

### Pour en savoir plus

- « Les groupes étrangers en France », *Insee Première* n° 1069, 2006.
- « Les investissements directs dans la globalisation : mesures et enjeux », actes du colloque de la Banque de France, mars 2002.
- Loi n° 96-109 du 14 février 1996 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France.
- Décret n° 2003-196 du 7 mars 2003 réglementant les relations financières avec l'étranger.

# Les groupes étrangers en France 1.12

## Activités des entreprises résidentes françaises sous contrôle étranger en 2005

	Effectifs salariés			Valeur ajoutée		
	2005		2003	2005		2003
	milliers	%*	%*	milliards d'euros	%*	%*
<b>Ensemble</b>	<b>2 003,4</b>	<b>14,3</b>	<b>13,8</b>	<b>154,1</b>	<b>19,1</b>	<b>17,4</b>
dont : Industrie (hors énergie)	971,4	26,6	26,8	69,7	33,0	32,8
Commerce	432,4	14,2	13,1	27,8	19,1	16,7
<b>Services</b>	<b>458,6</b>	<b>10,9</b>	<b>9,8</b>	<b>47,1</b>	<b>17,0</b>	<b>14,7</b>
Services opérationnels **	174,6	20,2	18,3	21,0	37,3	35,8
Conseils et assistance	142,1	10,8	11,0	16,0	17,3	13,3
Hôtels et restaurants	77,4	9,7	6,5	2,7	10,0	6,8
Agences de voyages act.culturelles, récréatives et sportives	30,7	12,3	11,7	2,1	11,6	12,4
Postes et télécommunications	11,6	2,7	1,0	1,2	3,3	1,4
Services personnels et domestiques	7,3	4,1	1,1	0,3	5,5	5,2
Recherche et développement	6,8	17,1	14,6	0,6	25,1	22,6
Activités immobilières	8,1	3,1	2,0	3,1	8,7	6,0

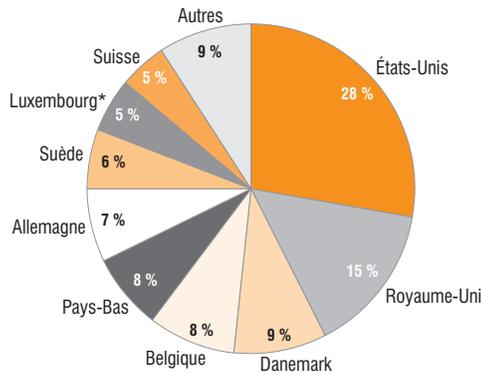
\* Les pourcentages sont relatifs au total des entreprises résidentes du secteur.

\*\* Pour les entreprises d'intérim, les salariés sont les personnels permanents.

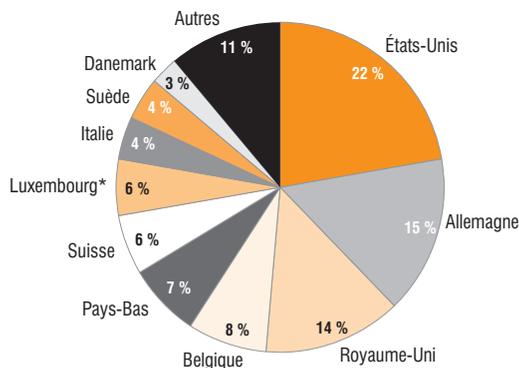
Champ : sociétés et groupes non financiers et non agricoles.

Sources : Insee, enquête Lifi, Suse (2005); Diane (2005).

### Effectifs des filiales dans les services selon le pays d'origine des groupes étrangers en 2005



### Effectifs des filiales selon le pays d'origine des groupes étrangers en 2005 Ensemble des activités économiques



\* Pour plusieurs raisons, notamment fiscales, le Luxembourg accueille nombre de holdings têtes de groupes européens et internationaux pour lesquels il est difficile de déterminer le pays d'origine du capital (cf. définitions). Dans une moindre mesure, c'est aussi le cas des Pays-Bas.

Champ : entreprises non agricoles, non financières. Hors personnels intérimaires.

Sources : Insee, enquête Lifi, Suse (2005); Diane (2005).

## 1.13 Les entreprises libérales de services

En 2005, parmi les 604 000 **entreprises libérales** du tertiaire marchand, 207 000 relèvent d'activités de services aux entreprises, plus précisément des services de conseils et d'assistance aux entreprises ou des services informatiques. Ces entreprises libérales de services emploient 858 000 personnes, réalisent un chiffre d'affaires de 85 milliards d'euros pour une valeur ajoutée d'environ 49 milliards d'euros. Les activités juridiques représentent 21 % des entreprises libérales de services aux entreprises, 18 % de l'emploi et 23 % de la valeur ajoutée ; pour les activités comptables, ces parts sont respectivement de 9 %, 15 % et 14 %. Le reste, que l'on peut nommer activités techniques, regroupe les professions libérales de conseils et assistance autres que juridiques ou comptables : les architectes, les géomètres, les métreurs, les

conseillers en gestion, les conseillers en systèmes informatiques et réalisateurs de logiciels, les ingénieurs-conseil par exemple. Toutes ces activités représentent au total 70 % des entreprises libérales de services, 67 % de l'emploi et 63 % de la valeur ajoutée.

Un peu moins de la moitié des entreprises libérales de services aux entreprises relèvent de **secteurs dits « réglementés »** (services juridiques, comptables, d'architectes, de métreurs et géomètres), lesquels concentrent 42 % de l'emploi et 45 % de la valeur ajoutée des entreprises libérales de services aux entreprises. Par exemple, parmi les activités techniques, l'activité des architectes, métreurs géomètres est réglementée alors que celle des conseils en gestion ou en informatique, ingénieurs-conseil, études de marché et sondages ne l'est pas. ■

### Définitions

Pour appréhender le champ de l'économie libérale en termes d'entreprises ou de valeur ajoutée, la notion d'« **entreprise libérale** » a été définie à partir du secteur d'activité de l'entreprise et d'un critère d'indépendance capitalistique. Qu'il s'agisse des **activités réglementées** (NAF 74.1A, 74.1C, 74.2A, 74.2B, 67.2Z, 52.3A et tout le secteur de la santé libérale) ou bien des autres activités retenues pour définir le champ de l'activité libérale (NAF 72.1Z, 72.2A, 72.2C, 74.1E, 74.1G, 74.2C, 80.4C, 80.4D et NAF 51.1 sauf 51.1P et 51.1U), les entreprises libérales sont les entreprises, quelle que soit leur taille, dont l'activité principale appartient à l'un de ces secteurs et qui ne sont pas contrôlées à plus de 50 % par un groupe. Mais s'il s'agit d'un groupe français et que ses filiales ou tête de groupe qui exercent une activité libérale représentent globalement plus de 60 % des effectifs du groupe, ces filiales ou tête de groupe sont toutefois considérées comme des entreprises libérales.

Les **professionnels libéraux** sont ceux exerçant effectivement une profession libérale, qu'ils soient indépendants, associés ou encore salariés (avocat ou médecin par exemple). Ils peuvent s'organiser réglementairement et disposer d'ordres, de compagnies ou d'organisations professionnelles, garants du respect de la déontologie professionnelle. Statistiquement, les notions de « professionnels libéraux » et d'« entreprises libérales » ne se recoupent que partiellement, ne serait-ce que parce qu'il s'agit respectivement d'individus et d'entreprises. Par exemple, la population employée par les entreprises libérales comprend tous les salariés et les non-salariés de ces entreprises. Ainsi, un avocat salarié ou un médecin salarié, professionnels libéraux, seront inclus dans la population employée par les entreprises libérales s'ils sont salariés d'une entreprise libérale (cabinet d'avocat ou laboratoire d'analyse par ex.), mais pas dans le cas contraire (salarié d'un constructeur automobile ou d'un hôpital par ex.).

### Pour en savoir plus

- « Les chiffres-clefs des activités libérales », Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales (DCASPL), *Études et statistiques*, édition 2006, site internet : [www.pme.gouv.fr](http://www.pme.gouv.fr).

# Les entreprises libérales de services 1.13

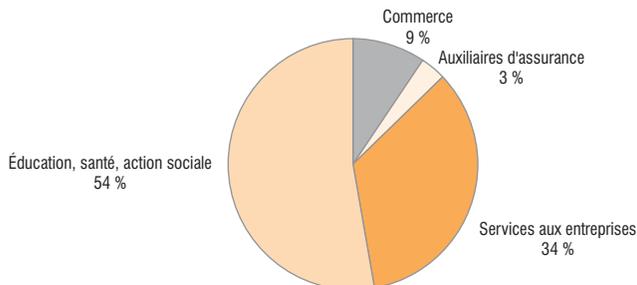
## Les entreprises libérales en 2005

	Entreprises libérales		Personnel occupé		Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée	
	Milliers	Part / total du secteur (%)	Milliers	Part / total du secteur (%)	Montant (M€)	Part / total du secteur (%)	Montant (M€)	Part / total du secteur (%)
<b>Services (champ des activités libérales)</b>	<b>207,3</b>	<b>97,0</b>	<b>858,3</b>	<b>82,0</b>	<b>85,0</b>	<b>67,0</b>	<b>48,6</b>	<b>75,3</b>
Conseil pour les affaires et la gestion	58,6	95,5	133,3	77,9	11,6	58,2	6,4	66,7
Activités juridiques	43,2	99,8	156,6	99,0	15,2	97,6	11,0	98,0
Ingénierie, études techniques	30,2	94,0	153,4	70,3	19,0	55,3	7,9	63,7
Activités d'architecture	25,9	99,7	61,6	99,1	4,9	97,5	3,0	98,8
Conseil en systèmes informatiques, réalisation de logiciels	25,0	95,3	199,1	73,1	21,3	57,4	11,8	62,0
Activités comptables	18,9	99,2	125,5	97,9	10,6	93,0	7,0	97,2
Mètres, géomètres	3,5	99,6	17,1	98,8	1,1	98,3	0,8	98,8
Études de marché, sondages	2,0	90,9	11,7	59,7	1,2	56,7	0,6	56,7
<b>Autres secteurs :</b>	<b>396,5</b>	<b>99,5</b>	<b>800,3</b>	<b>95,7</b>	<b>92,2</b>	<b>83,0</b>	<b>42,9</b>	<b>92,9</b>
Éducation, santé	319,4	99,9	540,0	98,6	44,6	97,2	29,8	98,6
Commerce (y compris pharmacies)	57,3	98,3	200,8	91,2	41,4	73,9	9,5	86,9
Auxiliaires d'assurance	19,7	98,1	59,6	87,2	6,2	67,7	3,7	71,7
<b>Ensemble des entreprises libérales</b>	<b>603,7</b>	<b>98,7</b>	<b>1 658,7</b>	<b>88,1</b>	<b>177,2</b>	<b>74,5</b>	<b>91,5</b>	<b>82,7</b>

Lecture : dans le champ d'activités retenu pour définir l'activité libérale, 97 % des entreprises de services sont libérales. Cela signifie que 97 % des entreprises de ce champ sont « indépendantes », c'est-à-dire non contrôlées à plus de 50 % par un groupe (à l'exception toutefois des filiales ou tête de groupe qui exercent une activité libérale dans un groupe français et représentent globalement au moins 60 % des effectifs du groupe : ces filiales ou tête de groupe sont considérées comme des entreprises libérales). Cette définition des entreprises libérales est la même pour tout le champ des activités libérales, qu'il s'agisse d'une activité réglementée ou non réglementée. Les chiffres du tableau, issus de sources fiscales, peuvent différer légèrement des données fournies dans les fiches sectorielles de cet ouvrage, issues de l'enquête annuelle d'entreprises.

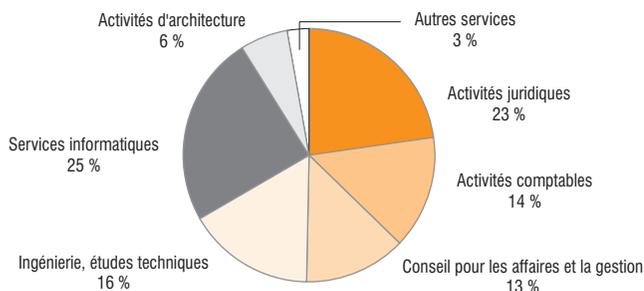
Source : DGI-Insee-DCASPL, bases de données fiscales des régimes du bénéfice réel (BIC-RN, BIC-RSI, BNC-DC) et du régime ultra-simplifié (micro-entreprises).

## Les entreprises libérales selon le secteur d'activité en 2005



Source : DGI-Insee-DCASPL, bases de données fiscales.

## Répartition de la valeur ajoutée des entreprises libérales de services en 2005



Source : DGI-Insee-DCASPL, bases de données fiscales.

## 1.14 Les entreprises inscrites au répertoire des métiers

Est **artisanale**, l'entreprise immatriculée au **répertoire des métiers**. Juridiquement, doit être immatriculées au répertoire des métiers les personnes physiques ou morales qui n'emploient pas plus de dix salariés et qui exercent une activité professionnelle indépendante de production, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat. En 2005, on dénombre un peu plus de 782 000 entreprises inscrites au répertoire des métiers en France métropolitaine dans le commerce, l'industrie, le bâtiment et les services. Parmi ces entreprises, 152 000 exercent une activité de services, elles emploient près de 482 000 personnes (salariées et non salariées) et créent 11 milliards d'euros de valeur ajoutée (12 % de celle de l'ensemble des entreprises inscrites). Au sein de l'ensemble des services, le poids de l'artisanat est néanmoins faible : les 152 000 entreprises de services inscrites représentent 9,7 % de l'emploi et 4,7 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des 840 000 entreprises de services.

Près des trois quarts des entreprises de services inscrites relèvent des services aux particuliers, le secteur de la coiffure représentant à lui seul le tiers de l'artisanat des services, tant en termes d'entreprises qu'en termes d'emplois.

Dans les services aux particuliers, les entreprises inscrites représentent 20,6 % de l'emploi et 13,2 % de la valeur ajoutée. Le poids des entreprises inscrites est bien évidemment plus fort dans les activités relevant du décret définissant le champ de l'artisanat (coiffure, soins de beauté, blanchisserie-teinturerie...) que dans les activités non artisanales (hôtels et restaurants...) où certaines entreprises ont cependant demandé leur inscription au titre d'une activité secondaire artisanale.

Dans les services aux entreprises, les entreprises inscrites ne représentent globalement que le dixième des entreprises, 4,6 % de l'emploi et 2,5 % de la valeur ajoutée. Elles ne représentent plus de la moitié des effectifs occupés que dans quelques secteurs : le contrôle technique automobile et les studios et autres activités photographiques. ■

### Définitions

Le **champ de l'artisanat** est transversal au commerce, à l'industrie, au bâtiment et aux services.

La **notion juridique d'artisan** est définie par la loi du n° 96-603 (06/07/1996) relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et le décret n° 98-247 (02/04/1998) relatif à la qualification artisanale au **répertoire des métiers**. Elle comporte deux critères : être une personne physique ou morale exerçant, à titre principal ou secondaire, une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services figurant dans la liste de 250 activités artisanales établie par le décret du 2 avril 1998 ; employer en principe un nombre maximum de 10 salariés. Si l'effectif de l'entreprise dépasse 10 salariés, sauf demande de radiation, l'immatriculation peut être maintenue sous certaines conditions.

Les entreprises artisanales sont inscrites au répertoire des métiers tenu par les chambres de métier et de l'artisanat. Au sein du répertoire Sirene de l'Insee, on peut isoler les entreprises artisanales et disposer d'une indication sur l'activité, selon une nomenclature articulée avec la Naf mais plus détaillée : la nomenclature d'activités française du secteur des métiers et de l'artisanat (Nafa). Ceci correspond à la définition la plus large proposée par le groupe technique du CNIS sur les statistiques régionales et locales de l'artisanat.

### Pour en savoir plus

- Arrêté du 2 janvier 2003 modifiant l'arrêté du 8 août 2001 relatif à la Nomenclature d'activités française du secteur des métiers et de l'artisanat.
- « Les chiffres clefs de l'artisanat », édition 2007, Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales (DCASPL).
- Rapport du « groupe technique sur les statistiques régionales et locales de l'artisanat ».
- Site internet : [www.pme.gouv.fr](http://www.pme.gouv.fr).

# Les entreprises inscrites au répertoire des métiers 1.14

## Les entreprises inscrites au répertoire des métiers en 2005

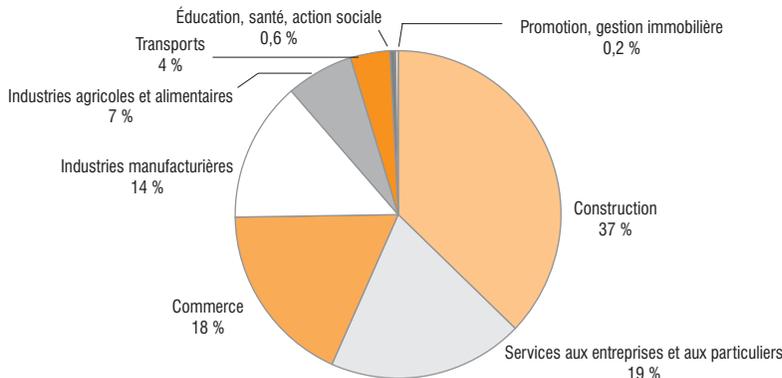
	Entreprises inscrites		Personnel occupé		Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée	
	Milliers	Part / total du secteur (%)	Milliers	Part / total du secteur (%)	Montant (M€)	Part / total du secteur (%)	Montant (M€)	Part / total du secteur (%)
<b>Services aux entreprises</b>	<b>40,98</b>	<b>10,3</b>	<b>158,7</b>	<b>4,6</b>	<b>9 285</b>	<b>2,3</b>	<b>4 610</b>	<b>2,5</b>
<b>Postes et télécommunications</b>	<b>0,16</b>	<b>4,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>54</b>	<b>0,1</b>	<b>22</b>	<b>0,1</b>
<b>Conseils et assistance</b>	<b>15,58</b>	<b>5,2</b>	<b>46,8</b>	<b>3,1</b>	<b>3 822</b>	<b>1,8</b>	<b>1 700</b>	<b>1,9</b>
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique	2,76	80,6	4,9	26,0	369	17,8	114	13,8
Contrôle technique automobile	3,47	95,4	9,7	85,5	615	81,5	365	82,9
Autres	9,35	3,2	32,3	2,2	2 838	1,4	1 220	1,4
<b>Services opérationnels</b>	<b>25,19</b>	<b>27,4</b>	<b>111,2</b>	<b>7,6</b>	<b>5 386</b>	<b>5,2</b>	<b>2 885</b>	<b>5,3</b>
Laboratoires de développement et de tirage	1,02	85,5	3,1	28,4	247	23,2	89	25,3
Activités de nettoyage	12,41	84,5	73,4	26,2	2 501	29,3	1 706	28,0
Studios et autres activités photographiques	4,31	58,1	8,1	59,8	513	60,0	201	54,2
Services de conditionnement à façon	0,39	38,5	3,3	18,3	251	14,4	102	17,0
Secrétariat et traduction	3,14	21,5	6,4	23,9	383	25,1	182	23,9
Autres	3,91	7,4	16,7	1,5	1 491	1,7	605	1,3
<b>Recherche et développement</b>	<b>0,05</b>	<b>2,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>23</b>	<b>0,4</b>	<b>3</b>	<b>0,1</b>
<b>Services aux particuliers</b>	<b>110,70</b>	<b>25,1</b>	<b>323,2</b>	<b>20,6</b>	<b>12 176</b>	<b>10,7</b>	<b>6 352</b>	<b>13,2</b>
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>22,74</b>	<b>11,5</b>	<b>92,1</b>	<b>9,3</b>	<b>4 671</b>	<b>7,6</b>	<b>2 016</b>	<b>7,5</b>
<b>Activités récréatives, culturelles et sportives</b>	<b>4,37</b>	<b>3,1</b>	<b>8,1</b>	<b>2,7</b>	<b>540</b>	<b>1,3</b>	<b>252</b>	<b>1,6</b>
<b>Services personnels</b>	<b>83,59</b>	<b>81,3</b>	<b>222,9</b>	<b>80,0</b>	<b>6 965</b>	<b>69,2</b>	<b>4 084</b>	<b>74,9</b>
Blanchisserie, teinturerie de gros	0,38	76,3	2,3	42,1	111	38,5	62	38,5
Blanchisserie, teinturerie de détail	6,39	74,9	16,3	76,0	561	73,1	283	76,0
Coiffure	57,94	98,7	164,4	95,9	4 690	93,9	3 017	94,3
Soins de beauté	12,95	93,1	24,3	92,7	806	91,5	365	91,4
Soins aux défunts	0,14	88,0	0,5	74,5	29	64,3	16	70,1
Autres	5,80	27,6	15,1	28,5	769	24,8	342	26,3
<b>Ensemble des services aux entreprises et aux particuliers</b>	<b>151,68</b>	<b>18,1</b>	<b>481,9</b>	<b>9,7</b>	<b>21 461</b>	<b>4,2</b>	<b>10 962</b>	<b>4,7</b>
<b>Industrie, construction, commerce et autre tertiaire marchand non financier</b>	<b>630,38</b>	<b>39,9</b>	<b>2 407,4</b>	<b>21,4</b>	<b>235 993</b>	<b>9,1</b>	<b>80 126</b>	<b>14,4</b>
<b>Ensemble de l'industrie, du commerce et des services</b>	<b>782,06</b>	<b>32,3</b>	<b>2 889,3</b>	<b>17,8</b>	<b>257 453</b>	<b>8,3</b>	<b>91 088</b>	<b>11,5</b>

Lecture : dans le secteur des services, 151 680 entreprises sont inscrites au répertoire des métiers, que ce soit au titre de leur activité principale ou bien au titre d'une activité secondaire ; elles représentent 18,1 % des entreprises de services mais n'emploient que 9,7 % des personnes occupées du secteur des services. Ces chiffres issus de sources fiscales peuvent différer légèrement des données fournies dans les fiches sectorielles de cet ouvrage, issues de sources d'enquêtes annuelles d'entreprises.

Champ : industrie, construction, commerce, transports et services marchands non financiers.

Sources : DGI-Insee-DCASPL, bases de données fiscales des régimes du bénéfice réel (BIC-RN, BIC-RSI, BNC-DC) et du régime ultra-simplifié (micro-entreprises) ; Répertoire des métiers.

## Les entreprises inscrites au répertoire des métiers selon le secteur d'activité en 2005



Champ : industrie, construction, commerce, transports et services marchands non financiers.

Source : DGI-Insee-DCASPL, bases de données fiscales.

## 1.15 Les établissements

Au 31 décembre 2005, 1 835 000 établissements sont implantés en France. Parmi ces établissements, près de quatre sur dix, soit 711 000, exercent une activité de services. Le secteur des services aux particuliers représente 302 000 établissements, soit 42 % des établissements de services. Les services aux entreprises en regroupent 35 %, et les activités immobilières 23 %. Les établissements du secteur des hôtels-restaurants représentent plus de la moitié des établissements des services aux particuliers ; ils sont plus grands que la moyenne. À l'inverse, les établissements des services personnels (coiffure, blanchisserie,...) sont principalement de petites unités : 85 % de ces établissements emploient moins de cinq salariés. Dans les services aux particuliers, presque un établissement sur cinq n'emploie aucun salarié : c'est principalement le cas des activités récréatives, culturelles et sportives, avec un tiers des établissements dans ce cas.

Au sein des services aux entreprises, ce sont les secteurs des services professionnels (avocats, notaires, etc.) et de la sécurité, du nettoyage et des services divers aux entreprises qui comptent le plus grand nombre d'établissements : plus de 50 000 dans chacun de ces secteurs. Les établissements sans salariés sont relativement moins nombreux que dans les services aux particuliers, hormis dans

l'administration d'entreprises. En revanche, les établissements de plus de cinquante salariés sont beaucoup plus nombreux dans les services aux entreprises : ils représentent 3,5 % des établissements des services aux entreprises, contre 0,7 % dans les services aux particuliers. Les établissements de plus de 200 salariés sont d'ailleurs relativement nombreux dans les télécommunications, la recherche et développement, ainsi que dans l'assainissement, la voirie et la gestion des déchets.

Les 160 000 établissements des activités immobilières se caractérisent par une forte proportion d'établissements sans salarié : un établissement sur quatre.

Les établissements des services sont en moyenne plus petits que ceux des autres secteurs : 89 % emploient moins de 10 personnes, contre 81 % dans l'ensemble des autres secteurs d'activité. Les établissements de plus de 20 personnes sont essentiellement des établissements de services aux entreprises. Les établissements de plus de 20 salariés sont relativement plus fréquents en Île-de-France et, à un degré moindre, dans la moitié nord de la France que dans le reste du pays. Dans les services aux particuliers, les établissements de plus de 20 salariés sont relativement peu nombreux (5 % de l'ensemble des établissements) : ces grands établissements se retrouvent principalement en Île-de-France ou dans le Sud-Est. ■

### Définitions

L'**établissement** est « l'unité locale (usine, magasin, bureau...) située en un lieu topographiquement isolé où s'exerce l'activité de l'entreprise ». Les établissements des services sont les établissements dont l'activité principale est une activité de services.

Le répertoire Sirene identifie les établissements par un n° Siret à 14 chiffres (Sirene de l'entreprise assorti d'un n° d'identification complémentaire de 5 chiffres pour chaque établissement) et fournit des statistiques de dénombrement des entreprises et des établissements, ainsi que des données d'emploi.

Contrairement aux années précédentes, la source utilisée ici est la source Sirene, et non la source Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), qui ne couvre qu'un champ partiel des activités économiques ; elle exclut notamment l'agriculture, l'éducation, la santé et l'action sociale. La source Unedic ne fournit également de données que pour les établissements employeurs, alors que la source Sirene comprend les établissements sans salarié au 31 décembre 2005.

Les établissements dénombrés ici sont les établissements de France métropolitaine, actifs au 31 décembre 2005, hors Fonction publique.

### Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2006, rapport sur les comptes », Insee, juin 2007 (consultable sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique « Nomenclatures-Définitions-Méthodes / Documents de travail »).
- « Une forte segmentation des emplois dans les activités de services », *Économie et statistique* n° 344, Insee, 2001.

## Les établissements par tranche d'effectifs salariés en fin d'année

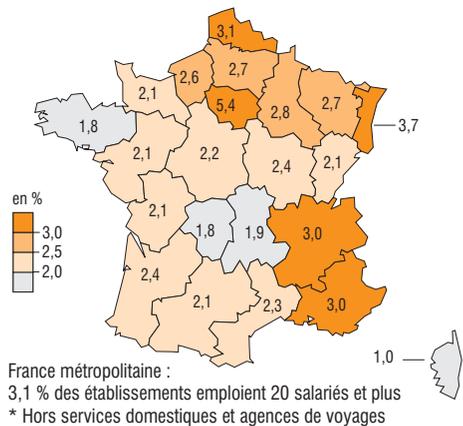
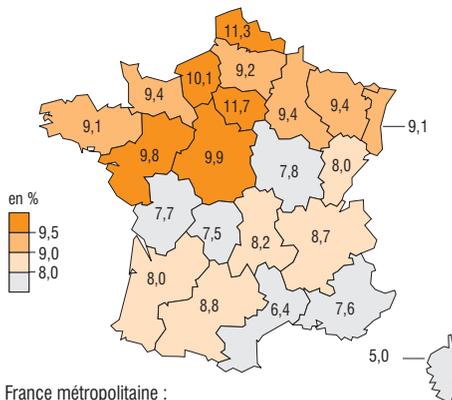
Secteurs	Total	Répartition des établissements selon le nombre de salarié (en %)								Total
		0 salarié	1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus		
<b>Ensemble des services</b>	<b>711 399</b>	<b>16,8</b>	<b>59,5</b>	<b>12,8</b>	<b>5,9</b>	<b>3,4</b>	<b>1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>100</b>	
<b>Services aux particuliers</b>	<b>302 289</b>	<b>19,1</b>	<b>59,3</b>	<b>13,2</b>	<b>5,3</b>	<b>2,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>100</b>	
Hôtels et restaurants	161 447	16,9	56,5	15,7	6,9	3,3	0,6	0,1	100	
Activités récréatives, culturelles et sportives	72 783	35,2	50,0	7,9	3,8	2,1	0,8	0,1	100	
Activités récréatives, culturelles et sportives hors audiovisuelles	64 531	36,4	50,5	7,2	3,4	1,8	0,6	0,1	100	
Activités audiovisuelles	8 252	26,2	46,4	13,1	6,8	5,1	2,0	0,5	100	
Services personnels	59 936	7,2	77,7	12,0	2,4	0,6	0,1	///	100	
Agences de voyages	8 123	7,7	63,7	18,4	6,2	2,9	1,0	0,2	100	
<b>Services aux entreprises</b>	<b>249 564</b>	<b>8,7</b>	<b>55,3</b>	<b>17,2</b>	<b>9,2</b>	<b>6,0</b>	<b>2,9</b>	<b>0,6</b>	<b>100</b>	
Conseils et assistance	154 510	8,6	57,8	17,7	8,7	4,9	1,9	0,4	100	
Services professionnels	57 817	7,4	58,3	19,6	9,7	4,0	0,8	0,2	100	
Architecture, ingénierie, contrôle	38 164	6,7	61,9	17,0	7,9	4,5	1,7	0,3	100	
Administration d'entreprises	25 168	14,3	57,8	15,5	6,0	4,0	1,8	0,7	100	
Activités informatiques	21 134	8,4	51,3	16,3	10,6	8,2	4,3	1,0	100	
Publicité et études de marché	12 227	8,9	53,8	17,6	8,8	6,6	3,7	0,5	100	
Services opérationnels	73 928	10,4	55,8	15,4	7,8	6,3	3,6	0,6	100	
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	51 107	11,9	56,5	12,8	7,7	6,3	3,9	0,8	100	
Sélection et fourniture de personnel	10 607	4,5	62,7	22,6	4,8	3,9	1,5	0,1	100	
Location sans opérateur	9 663	11,0	51,8	20,5	9,5	4,8	2,3	0,2	100	
Assainissement, voirie et gestion des déchets	2 551	4,4	27,4	16,8	17,1	20,9	12,2	1,1	100	
Postes et télécommunications	18 811	2,3	34,3	21,2	18,7	13,9	7,6	2,1	100	
Activités de postes et de courrier	15 107	0,7	34,3	23,2	19,5	14,6	6,6	1,0	100	
Télécommunications	3 704	8,7	34,0	12,9	15,4	11,0	11,8	6,3	100	
Recherche et développement	2 315	8,5	46,7	15,6	10,7	9,3	6,0	3,1	100	
<b>Activités immobilières</b>	<b>159 546</b>	<b>25,3</b>	<b>66,4</b>	<b>5,3</b>	<b>1,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>100</b>	
Promotion, gestion immobilière	132 236	22,8	69,9	5,1	1,5	0,6	0,1	///	100	
Location immobilière	27 310	37,6	49,1	6,4	3,0	2,2	1,4	0,3	100	
Autres activités économiques	1 124 035	9,7	54,2	17,6	9,1	6,0	2,8	0,6	100	
<b>Ensemble des activités</b>	<b>1 835 434</b>	<b>12,4</b>	<b>56,2</b>	<b>15,8</b>	<b>7,9</b>	<b>5,0</b>	<b>2,3</b>	<b>0,4</b>	<b>100</b>	

Source : Sirene au 31/12/2005 (cf. définitions).

### Services aux entreprises

### Services aux particuliers\*

Part des établissements de 20 salariés et plus selon Sirene



Source : Sirene au 31/12/2005 (cf. définitions).

## 1.16 Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée

En 2005, le **chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises des services marchands est évalué à 552 milliards d'euros : 68 % provient des services aux entreprises, 19 % des services aux particuliers et 13 % des activités immobilières. Les entreprises des services marchands dégagent une **valeur ajoutée** de 277 milliards d'euros. Les services aux entreprises y contribuent pour 70 %, dont plus de la moitié du fait des activités de conseils et d'assistance. Les services aux particuliers représentent 18 % de la valeur ajoutée : ce sont principalement les hôtels et restaurants qui en sont l'origine. Les **consommations intermédiaires** des entreprises de services marchands s'élèvent à 282 milliards d'euros.

La valeur ajoutée de l'ensemble des services marchands représente ainsi 50 % de leur chiffre d'affaires, et les consommations intermédiaires 51 %.

Les services aux entreprises dégagent une part de la valeur ajoutée légèrement plus forte que celle de l'ensemble des services (52 % du chiffre d'affaires) ; les auxiliaires d'assurance et les services opérationnels, où la valeur ajoutée est particulièrement élevée en proportion du chiffre d'affaires, sont à l'origine de la différence. À l'inverse, les services aux particuliers et les activités immobilières ont des consommations intermédiaires plus impor-

tantes (respectivement 57 % et 53 % du CA) et des valeurs ajoutées plus faibles (45 et 49 % du CA). Ce sont essentiellement les agences de voyages, les activités audiovisuelles et de promotion immobilière qui en sont l'origine : par exemple, les voyages vendus par les agences de voyages sont comptés dans leurs achats et donc dans leurs consommations intermédiaires. Il existe néanmoins des activités où la valeur ajoutée dégagée relativement au chiffre d'affaires est importante, comme les agences de presse, la location immobilière ou les services personnels.

Depuis 1990, la part des services dans l'activité économique en termes de valeur ajoutée a augmenté dans toutes les régions françaises, sauf la Corse : de + 2 points en Auvergne (de 28 à 30 %) à + 8 points en Île-de-France, Bretagne, Basse-Normandie et Pays de la Loire. Trois régions totalisent plus de la moitié de la valeur ajoutée nationale des services marchands : l'Île-de-France (37 %), Rhône-Alpes (9 %) et Provence - Alpes - Côte d'Azur (7,5 %). Les services aux particuliers occupent une place importante dans les régions touristiques, comme la Corse et la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, et les services aux entreprises dans les régions où sont implantées les grandes industries : Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes et Nord - Pas-de-Calais. ■

### Définitions

Le **chiffre d'affaires** est le montant des affaires réalisées par l'entreprise avec des tiers dans l'exercice de son activité normale et courante. Il inclut les reventes en l'état de biens et de services, les prestations rétrocédées et sous-traitées. Il exclut la production stockée, non encore vendue (études ou prestations de services en cours), tout comme la production immobilisée faite en propre pour l'entreprise et non destinée à la vente immédiate (films, programmes TV, logiciels,...). La production élargie est obtenue en ajoutant production stockée et production immobilisée au chiffre d'affaires.

Les **consommations intermédiaires** représentent une partie des charges d'exploitation d'une entreprise. Elles sont constituées des utilisations de marchandises ou de matières premières (achats corrigés des variations de stocks), et des autres achats et charges externes.

La **valeur ajoutée** (au prix du marché) est un solde qui s'obtient en soustrayant les consommations intermédiaires de la production élargie. Cette notion, empruntée à la Comptabilité nationale, mesure la différence entre la production et le recours à des biens et services extérieurs. Cet indicateur est utilisé pour évaluer l'importance économique d'une entreprise et observer son développement.

### Pour en savoir plus

- « Les entreprises des services en 2005 », *Insee Résultats*, série Économie, à paraître sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr).
- « La France et ses régions », *Insee Références*, édition 2006.
- « Les produits intérieurs bruts régionaux en 2003 : forte concentration spatiale et dynamismes contrastés », *Insee Première* n° 1055, 2005.

# Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée 1.16

## Du chiffre d'affaires à la valeur ajoutée, en 2005

en millions d'euros

	Chiffre d'affaires	Consommations intermédiaires	Valeur ajoutée
<b>Ensemble des services</b>	<b>551 758</b>	<b>281 838</b>	<b>276 564</b>
<b>Services aux entreprises</b>	<b>373 456</b>	<b>183 067</b>	<b>193 717</b>
Conseils et assistance	205 606	107 187	99 721
Services opérationnels	102 217	42 165	60 281
Télécommunications et courrier*	57 021	30 911	27 898
Auxiliaires d'assurance**	8 612	2 803	5 818
<b>Services aux particuliers</b>	<b>107 428</b>	<b>61 517</b>	<b>48 286</b>
Hôtels et restaurants	62 436	32 840	29 638
Activités audiovisuelles	21 880	14 179	9 992
Agences de voyages	12 186	10 403	1 786
Services personnels	10 077	3 774	6 307
Agences de presse	850	321	562
<b>Activités immobilières</b>	<b>70 874</b>	<b>37 254</b>	<b>34 561</b>
Promotion et gestion immobilières	39 688	25 553	14 739
Location immobilière	31 186	11 700	19 822

\* Hormis la Poste

\*\* On adjoint aux services aux entreprises les auxiliaires d'assurance qui font partie des activités financières, mais qui sont enquêtés dans l'EAE services.

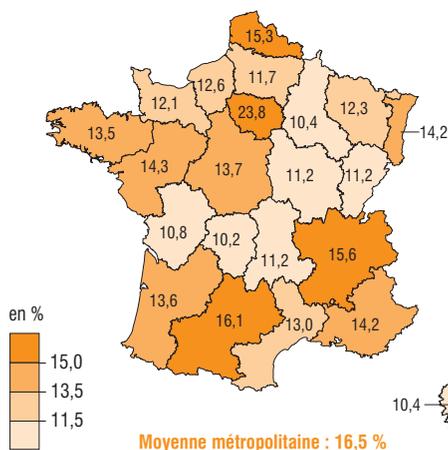
Note : il n'y a pas d'égalité comptable entre chiffre d'affaires, consommation intermédiaire et valeur ajoutée. En effet le chiffre d'affaire exclut la production stockée et la production immobilisée (cf. définitions) qui permettent de passer au concept de production élargie.

L'égalité comptable se vérifie entre production élargie, consommation intermédiaire et valeur ajoutée (production élargie – consommation intermédiaire = valeur ajoutée).

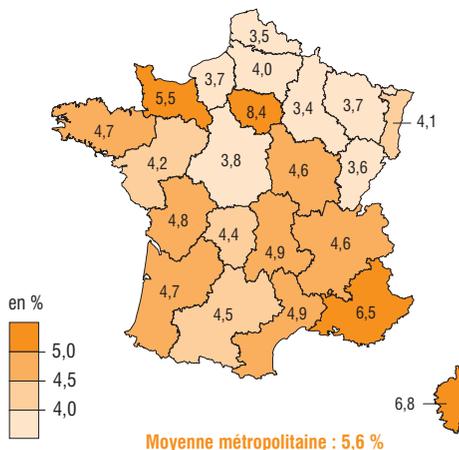
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans les services (2005).

## Part de la valeur ajoutée en 2005

### des services aux entreprises



### des services aux particuliers



Note de lecture : en Île-de-France, les services aux entreprises représentent 23,8 % de la valeur ajoutée totale créée en 2005 dans cette région.

Source : Insee, comptes régionaux.

## 1.17 Panorama des services aux particuliers

Les **services aux particuliers** génèrent en 2005 un chiffre d'affaires de 107 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 48 milliards d'euros, soit 2,8 % du produit intérieur brut (PIB). Ils emploient un actif sur vingt (soit 1,3 million de personnes) dans des métiers aussi divers que la restauration, la coiffure ou l'audiovisuel. La plupart des entreprises (93 %) comptent moins de 10 salariés. Ainsi, le secteur est peu concentré : les entreprises de moins de 10 salariés réalisent 40 % du chiffre d'affaires total alors que celles de 250 salariés ou plus n'en réalisent que 24 %. Les services aux particuliers sont essentiellement des services de proximité, assez bien répartis sur l'ensemble du territoire. Les régions touristiques, comme celles du Sud et de l'Ouest de la France ou comme l'Île-de-France en sont cependant mieux pourvues. Parmi les régions les mieux dotées en services aux particuliers, on repère également celles ayant une proportion de personnes de plus de 60 ans supérieure ou avoisinant le quart de leur population (Limousin, Poitou-Charentes, Auvergne, Languedoc-Roussillon, par exemple). L'activité des services aux particuliers, avec une croissance annuelle autour de 1 % en volume en 2005 et 2006, est moins dynamique que l'ensemble des secteurs des services, dont la croissance se situe autour de 3 %. Les activités liées au tourisme font partie de celles qui soutiennent la croissance dans les

services aux particuliers. Le tourisme d'affaires en progression et la reprise de la consommation des ménages jouent favorablement sur les activités d'hôtellerie et d'agences de voyages. La croissance des activités audiovisuelles ralentit. La production des services personnels ralentit en 2005 et recule en 2006. Les ménages ont eu moins souvent recours à ces services, qu'il s'agisse de coiffure ou de blanchisserie de détail.

La rémunération annuelle moyenne de 21 000 euros d'un salarié travaillant dans les services aux particuliers est plus faible que celle des salariés des services aux entreprises (32 200 euros) ou de l'immobilier (29 700 euros). Les agences de presse et l'audiovisuel sont les activités où les salariés sont les mieux rémunérés (respectivement 47 900 et 44 800 euros bruts par an). Un tiers des salariés sont employés à temps partiel (un quart dans l'ensemble des services). Dans la restauration rapide, le temps partiel concerne plus de la moitié des salariés. Près de deux postes sur trois sont des postes d'employés (un sur trois dans l'ensemble des services) et plus d'un emploi salarié sur deux est occupé par une femme.

Étant donné que les entreprises sont souvent de petite taille, les non-salariés occupent une place importante : 18 % des personnes travaillant dans l'ensemble des services aux particuliers, et 30 % dans les services personnels. ■

### Définitions

Le champ couvert par les **services aux particuliers**, étudiés ici, concernent 36 secteurs de la NAF listés en annexe 2. Ces secteurs se regroupent dans quatre postes de la Nomenclature économique de synthèse découpée au niveau 114 : hôtels et restaurants, agences de voyages, audiovisuel et services personnels. Il faut y ajouter le secteur des agences de presse pour compléter le champ des services aux particuliers correspondant à celui de l'enquête annuelle d'entreprise.

### Pour en savoir plus

- « Les entreprises des services en 2005 », *Insee Résultats*, série Économie, à paraître sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- « Les services marchands en 2006, Rapport sur les comptes », Insee, juin 2007 (consultable sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique « Nomenclature-Définitions-Méthodes / Documents de travail »).
- Site internet : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)



## 1.18 Panorama des activités immobilières

Les 94 300 entreprises de l'**immobilier** réalisent un chiffre d'affaires de 71 milliards d'euros et emploient 321 000 personnes. Les entreprises de l'immobilier s'adressent en premier lieu à une clientèle de particuliers (agences immobilières, promotion immobilière et location de logements), en second lieu, à une clientèle d'entreprises (promotion immobilière de bureaux et location de terrains). Le secteur est constitué en majorité de petites entités. La moitié des entreprises fonctionne sans salarié et 22 % du chiffre d'affaires global y est réalisé. Une personne sur cinq travaillant dans le secteur est non-salariée.

Les ventes de logements neufs ont atteint un niveau record en 2006 avec 126 300 logements vendus. Parmi ces ventes, celles d'appartements progressent alors que celles de maisons individuelles diminuent. La faiblesse des taux d'intérêt et les **dispositifs « Robien » et « Borloo »** continuent de dynamiser la demande des ménages en logements neufs, que ce soit pour un investissement propre ou loca-

tif. En 2005, selon la Banque de France, les crédits nouveaux à l'habitat représentent le niveau record de 134 milliards d'euros.

Les entreprises immobilières, quoique de petite taille, réalisent, du fait de la teneur de leurs activités, des investissements importants : 80 500 euros par personne occupée et par an (soit huit fois l'investissement moyen des services aux entreprises). Les entreprises de la **location immobilière**, qui acquièrent des biens immobiliers pour les louer, concentrent la majeure partie de cet investissement (178 300 euros par personne occupée). Cet effort d'investissement est particulièrement soutenu dans le secteur libre (hors location HLM). La rémunération annuelle moyenne d'un salarié travaillant dans l'immobilier (29 700 euros) est inférieure à celle des salariés des services aux entreprises (32 200 euros) mais plus élevée que celle des salariés des services aux particuliers (21 000 euros). Les salariés de la promotion immobilière sont les mieux rémunérés : plus de 40 000 euros par an. ■

### Définitions

Les **activités immobilières** (ou secteur de l'**immobilier**) recouvrent deux activités de la Nomenclature économique de synthèse (NES) en 114 postes (voir l'*annexe 1*) : la location immobilière qui est la mise à disposition d'un logement, acquis le plus souvent pour compte propre, pour une longue durée quelle qu'en soit la forme juridique (location à bail ou non) ; la **promotion et la gestion immobilière**. La promotion consiste à réunir les moyens juridiques, financiers et techniques afin de construire (ou réhabiliter) des immeubles ou d'implanter des infrastructures, en vue notamment de leur vente ; la gestion immobilière regroupe les agences immobilières et l'administration d'immeubles.

Les **dispositifs « Robien » et « Borloo »** permettent d'acquérir un bien immobilier à coût réduit grâce aux économies d'impôts accordées. En contrepartie, l'acquéreur doit louer à un tarif plafonné à un locataire dont les ressources ne dépassent pas un certain plafond.

### Pour en savoir plus

- « Les entreprises des services en 2005 », *Insee Résultats*, série Économie, à paraître sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr).
- « Les services marchands en 2006, rapport sur les comptes », Insee, juin 2007 (consultable sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique « Nomenclature-Définitions-Méthodes / Documents de travail »).
- Bulletin de la Banque de France n°159, mars 2007.
- Bulletin de la Banque de France n°150, juin 2006.
- Banque de France, site internet : [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

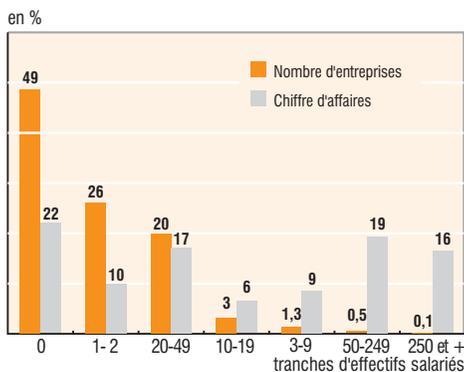
# Panorama des activités immobilières 1.18

## Les chiffres clés

	Nombre de personnes occupées		Rémun. par salarié (K€)	Chiffre d'affaires (M€)	Valeur ajoutée (M€)	Entrep. qui investissent (%)	Investis. par pers. occupée (K€)	
	Nombre d'entrep.	Total Par entrep.						
<b>Immobilier</b>	<b>94 270</b>	<b>320 870</b>	<b>3,4</b>	<b>29,7</b>	<b>70 874</b>	<b>34 561</b>	<b>40,1</b>	<b>80,5</b>
Promotion et gestion immobilières	76 654	215 178	2,8	32,1	39 688	14 739	39,7	16,7
Gestion immobilière	46 630	156 964	3,4	30,5	14 996	8 761	48,6	4,2
Promotion immobilière hors logements	23 650	38 521	1,6	33,6	15 818	3 667	24,3	81,7
Promotion immobilière de logements	6 374	19 693	3,1	43,1	8 874	2 311	31,5	42,9
Location immobilière	17 616	105 692	6,0	25,6	31 186	19 822	41,6	178,3
Location HLM	402	56 198	139,8	24,4	13 634	8 875	94,0	95,2
Autres locations	17 214	49 494	2,9	27,4	17 552	10 947	40,4	303,5

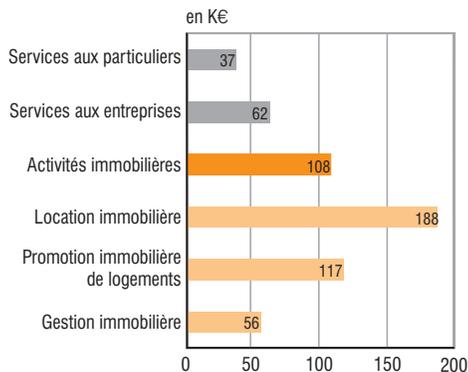
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans les services (2005).

## Nombre d'entreprises et chiffre d'affaires



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans les services (2005).

## Valeur ajoutée moyenne par personne occupée



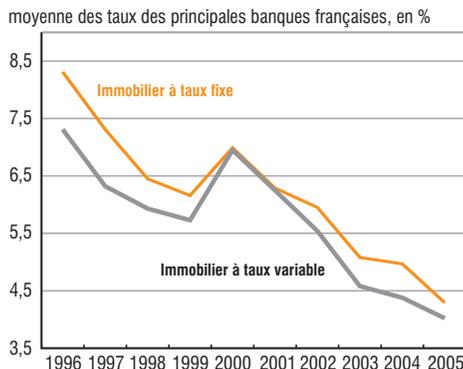
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans les services (2005).

## Commercialisation des logements neufs selon le type



Source : ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables, enquête ECLN.

## Évolution du coût du crédit (y compris assurances)



Source : Banque de France.

## 1.19 Panorama des services aux entreprises

Les **services aux entreprises** représentent, avec 373 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 194 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2005, 11 % du produit intérieur brut (PIB) français. Un actif sur dix (soit trois millions de personnes) travaille dans ces secteurs qui regroupent 412 000 entreprises.

Les services aux entreprises sont très concentrés : les quelques 1 200 entreprises de 250 salariés ou plus (0,3 % du parc) réalisent plus de 40 % du chiffre d'affaires total alors que celles de moins de 10 salariés (91 % du parc) réalisent un peu plus du quart du chiffre d'affaires. Les secteurs où l'activité est la plus concentrée sur un nombre restreint de grandes entreprises sont les télécommunications, la location de véhicules automobiles ou encore les laboratoires de développement et de tirage photographique.

La production en volume des services aux entreprises est particulièrement dynamique sur la période récente avec une croissance annuelle supérieure à 3 % depuis 2004. Les services de télécommunications et les activités informatiques bénéficient du développement continu des technologies de l'information et de la communication demandées à la fois par les entreprises, les administrations et les ménages. L'activité dans les services opérationnels, quant à elle, reste portée par les politiques d'externalisation mises en œuvre par les entreprises.

Par rapport aux autres secteurs des services, les salariés sont, en moyenne, plutôt bien rémunérés dans les services aux entreprises : 32 200 euros bruts par an.

Les disparités de rémunérations sont très importantes dans les services aux entreprises : les rémunérations versées sont ainsi deux fois supérieures dans les activités d'administration d'entreprises, des télécommunications et informatiques à celles des activités de sécurité, de nettoyage ou de courrier. Dans ces dernières activités, la proportion d'ouvriers et d'employés est beaucoup plus élevée que dans l'ensemble des services aux entreprises.

Alors que les femmes sont majoritaires dans les secteurs des services aux particuliers et de l'immobilier (respectivement 54 % et 56 %), elles ne représentent que 43 % des salariés des secteurs des services aux entreprises. Les secteurs les plus féminisés sont les services juridiques et le secrétariat-traduction, les moins féminisés étant l'assainissement et la sécurité. Les postes d'employés sont occupés dans 63 % des cas par des femmes, les postes de cadres supérieurs le sont dans 29 % des cas.

Quatre entreprises sur dix investissent, elles le font alors pour un montant moyen de 9 700 euros par an et par personne occupée. L'investissement est particulièrement important dans la location et les télécommunications.

Dans les services aux entreprises, les exportations sont relativement importantes car elles représentent 16 % du chiffre d'affaires des entreprises qui exportent. Dans l'ingénierie et les études techniques tout comme dans l'édition de logiciels, environ le tiers du chiffre d'affaires provient de l'export. ■

### Définitions

Les **services aux entreprises** recouvrent ici trois catégories d'activités de la Nomenclature économique de synthèse (NES) en 36 postes (*voir l'annexe 1*) : postes et télécommunications (à l'exclusion de La Poste), conseils et assistance et services opérationnels. On leur adjoint ici les auxiliaires d'assurance, activité couverte par l'Enquête annuelle d'entreprise mais qui relève dans la NES des activités financières.

### Pour en savoir plus

- « Les entreprises des services en 2005 », *Insee Résultats*, série Économie, à paraître sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- « Les services marchands en 2006, Rapport sur les comptes », Insee, juin 2007 (consultable sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique « Nomenclatures-Définitions-Méthodes / Documents de travail », n° E 2007/06).
- Site internet : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

# Panorama des services aux entreprises 1.19

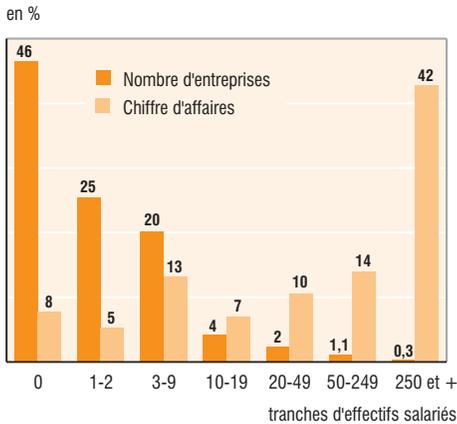
## Les chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Nombre de personnes occupées		Rémun. par salarié (K€)	Chiffre d'affaires (M€)	Valeur ajoutée (M€)	Entrep. qui investissent (%)	Investis. par pers. occupée (K€)
		Total	Par entrep.					
<b>Services aux entreprises</b>	<b>412 026</b>	<b>3 100 240</b>	<b>7,5</b>	<b>32,2</b>	<b>373 456</b>	<b>193 717</b>	<b>39,4</b>	<b>9,7</b>
Conseils et assistance	292 089	1 453 827	5,0	40,2	205 606	99 720	38,8	5,6
Services opérationnels	93 156	1 409 421	15,1	23,8	102 217	60 281	43,5	10,6
Auxiliaires d'assurance	23 202	80 441	3,5	30,9	8 612	5 818	28,3	3,3
Postes et télécommunications*	3 579	156 551	43,7	41,0	57 021	27 898	47,5	33,7

\* Hormis La Poste.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans les services (2005).

## Nombre d'entreprises et chiffre d'affaires



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans les services (2005).

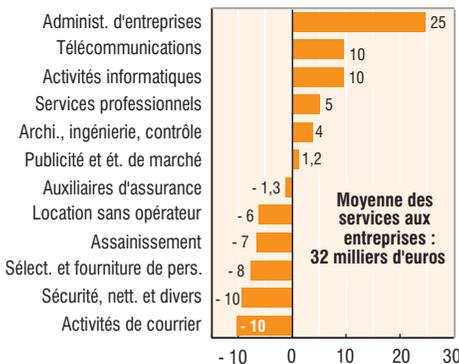
## Les secteurs dominants en termes de chiffre d'affaires



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans les services (2005).

## Disparités des rémunérations

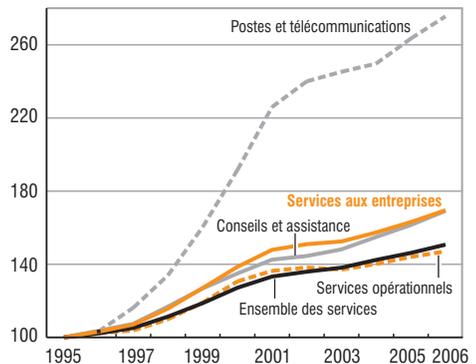
écarts par rapport à la rémunération moyenne des services aux entreprises (en milliers d'€)



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans les services (2005).

## Production en volume de 1995 à 2006

indice en base 100 en 1995



Source : Insee, comptes nationaux.